

Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Loi

cause et ajoute aux difficultés que le secteur éprouve déjà du fait du Programme énergétique national.

Je ne sais comment insister davantage sur le tort que le Programme énergétique national et les politiques du gouvernement causent aux secteurs gazier et pétrolier. Si nous consultons les données relatives au chômage en Alberta, province où le taux de chômage a toujours été le plus bas au Canada, nous constatons qu'après s'être maintenu au-dessous de 4 p. 100 au cours des années 70 et avoir atteint 3.5 p. 100 en 1981, le taux de chômage dans cette province atteint maintenant 6.7 p. 100. C'est là l'une des conséquences néfastes de ce programme.

Nous sommes dans l'impossibilité d'appuyer le bill dont la Chambre est saisie parce qu'il n'est pas de nature à fournir au secteur l'aide dont il aurait besoin, monsieur l'Orateur.

L'hon. Don Mazankowski (Végréville): Monsieur l'Orateur, je voudrais, si vous le voulez bien, intervenir sur cette mesure législative. Pour commencer, je tiens à faire remarquer que nous vivons actuellement des temps très graves et troublés et qu'une bonne partie des difficultés que nous connaissons découlent directement du Programme énergétique national.

Je crois que nos concitoyens ont été très déçus en lisant aujourd'hui dans le *Globe and Mail* que le premier ministre (M. Trudeau) ne se retirerait pas tant que l'économie serait malade. La plupart d'entre nous auront évidemment été très déçus. Bon nombre d'entre nous ont cru qu'il aurait au moins tenu cette promesse électorale-là. S'il ne le fait pas, il aura donc bafoué tous les engagements électoraux qu'il avait pris au cours de la campagne de 1980. Monsieur l'Orateur, cette nouvelle parue dans ce journal va certainement aggraver les tensions de la Confédération et les difficultés économiques, l'aliénation et les divisions qu'il a déjà créées dans notre pays.

Je ne pense pas que le premier ministre aurait pu faire une déclaration plus hypocrite en disant qu'il ne peut pas partir parce que l'économie est malade, puisque, à mon avis, avis que partagent bien d'autres, il a réussi à gaspiller les années de son mandat au lieu de s'occuper de l'économie. Il a choisi au contraire de s'occuper de questions plus mondaines et il s'est montré prompt à croiser le fer avec les provinces et l'industrie, à diviser et à semer la zizanie au lieu de s'attaquer aux problèmes concrets et pratiques auxquels notre pays est en butte. Je veux parler de l'emploi, des taux d'intérêt, du logement, de l'autarcie énergétique et de la nécessité de créer une conjoncture économique saine et stable. Il n'a nullement su s'attaquer aux problèmes réels dont souffre notre pays.

Quand on étudie les conditions qui prévalaient avant l'arrivée au pouvoir du premier ministre, et dont différents députés de mon côté ont parlé, on se rend compte que le taux de chômage était de 4.5 p. 100. Aujourd'hui, il dépasse 9 p. 100, ce qui veut dire que nous avons 750,000 chômeurs de plus. A son arrivée au pouvoir, l'inflation était de 4 p. 100, alors qu'elle oscille aujourd'hui entre 11.6 et 12 p. 100. Quand il a pris le pouvoir, le déficit du compte courant était presque inexistant; il se rapproche maintenant de 7 milliards de dollars. Le taux officiel d'escompte était de 7½ p. 100; il est maintenant de 15.34 p. 100. Quand il est arrivé au pouvoir, le taux sur les prêts hypothécaires ordinaires était de 9.2 p. 100; il est maintenant de 18½ p. 100. Une maison ordinaire coûtait \$21,000 en 1968; elle coûte maintenant \$78,000. On pouvait poster une lettre pour 6c.; maintenant, cela coûte 30c. La Fonction publique est passé de 360,000 années-personnes à 500,000 années-personnes. La dette nationale brute était de 32 milliards de

dollars en 1968; elle est maintenant de 135 milliards de dollars. Le dollar valait 93c. en 1968; il en vaut maintenant 82. Il n'y a vraiment pas de quoi être fier et le fait que le premier ministre restera au pouvoir sapera, de toute évidence, la confiance des Canadiens et créera encore plus d'angoisse, de frustration et de désespoir.

Chose certaine, nous traversons maintenant la période la plus difficile depuis 35 ans. Cela ne dépend pas uniquement des taux d'intérêt. Il y a aussi le prix des combustibles. Nous savons que le prix des combustibles a doublé depuis deux ans malgré toutes les belles promesses que les prix n'augmenteraient pas trop rapidement.

Mais ce qui inquiète le plus les Canadiens, c'est le sentiment de frustration et de désespoir qui existe au Canada. Les Canadiens sont en train de voir leurs rêves s'anéantir. Des gens qui avaient travaillé toute leur vie pour faire prospérer leur ferme ou leur entreprise voient leurs rêves s'évanouir. Ils se rendent compte qu'ils ont investi leur travail, leur temps et leur détermination pendant des années pour rien. Ils craignent aussi que la situation ne fasse que s'aggraver. Ce qui rassurerait le plus les Canadiens serait que le premier ministre quitte la scène politique sans tambour ni trompette. Ce serait la meilleure façon de faire remonter la cote du Canada et de redonner confiance dans son économie tant aux Canadiens qu'aux étrangers.

En plus des problèmes économiques qui existent au Canada, nous savons tous que notre pays est profondément divisé. C'est bien malheureux, mais ces dix derniers jours, alors que nous aurions dû fêter le rapatriement de notre constitution au cours de la grandiose cérémonie sur la colline du Parlement, un sentiment d'amertume régnait partout au Canada. La réjouissance n'est pas unanime comme elle devrait l'être. Il n'y a pas l'esprit d'enthousiasme et d'euphorie que nous avons connu en 1967 durant l'année des célébrations du centenaire. Le fait est que le pays est profondément divisé. L'amertume règne.

• (1600)

Ce climat est en bonne partie attribuable au gouvernement actuel. Par exemple, on a le sentiment dans l'Ouest que le gouvernement actuel gouverne la moitié du pays tandis qu'il s'en prend à l'autre moitié. Voilà pourquoi un mouvement séparatiste fait de grandes percées dans l'Ouest. Il y a un mouvement séparatiste au Québec. Le premier ministre n'a pas arrangé les choses non plus en déclarant que le fédéralisme coopératif était mort, car cela traduit bien son style d'action unilatérale.

J'ai commencé par dire que nous traversons une période de difficultés économiques, et que l'un de nos problèmes était relié directement au Programme énergétique national. Il y a d'autres raisons à cela. J'aimerais simplement les évoquer pour donner une idée de ce qu'est le contexte du débat du bill à l'étude. Je le répète, le premier ministre et son gouvernement ne se sont pas vraiment attaqués aux problèmes très importants et primordiaux auxquels fait face notre pays; au cours des deux dernières années, au contraire, le gouvernement s'est occupé de la construction et d'autres questions, en insistant surtout sur le bilinguisme, le système métrique, la réglementation des armes à feu, le dialogue Nord-Sud, l'établissement de camps d'internement d'urgence pour les civils et autres sujets de ce genre. Pendant ce temps, l'économie déperissait.